



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES ET EUROPÉENNES**  
Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par : Claire-Lise SOUVIGNET  
Téléphone : 04.77.48.45.25  
Courriel : claire-lise.souvinet@loire.pref.gouv.fr  
Fax : 04.77.48.45.60  
Dossier n° : 80/4765

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° : 2008/1326

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-2ème alinéa ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2008 imposant une suspension d'activités à la Société VITALE RECYCLAGE suite à l'incendie survenu le 22 août 2008 sur son site à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 7 novembre 2008 réglementant les activités de broyage et de stockage de bois, exercées par la Société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres, parcelle cadastrée 101 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours - Bureau départemental - prévision opérationnelle, le 25 septembre 2008 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 20 octobre 2008 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 3 novembre 2008 ;

VU l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier le 12 novembre 2008

**CONSIDERANT** que les fumées de l'incendie peuvent contenir des poussières noires avec des retombées aux alentours ;

**CONSIDERANT** que les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'une installation soumise à déclaration ;

**CONSIDERANT** que dans ces conditions il apparaît nécessaire d'imposer des prescriptions spéciales visant à renforcer les mesures en cas d'incendie et à réaliser une campagne de prélèvements des sols ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** – La société VITALE RECYCLAGE, dont le siège social se trouve ZI des Vollons à ANDREZIEUX-BOUTHEON, est tenue de se conformer jusqu'au 1er juillet 2009 aux dispositions du présent arrêté, pour son site situé aux lieu dit "Les Grandes Terres" à SAINT-CYPRIEN.

## ARTICLE 2 - Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions transitoires suivantes sont mises en œuvre jusqu'au 1er juillet 2009:

- mise en place d'une convention avec le dépôt de gaz TOTAL pour la mise à disposition de leur réserve de 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve devra être utilisable sans délai par les premiers intervenants. Le SDIS devra être informé de la signature de cette convention sous 1 mois,
- installation d'une citerne de 20 m<sup>3</sup> équipée d'une motopompe permettant l'alimentation d'un robinet d'incendie armé. Cette citerne devra être installée sous le hangar situé à l'ouest du pont bascule et des bureaux. L'emplacement du RIA sera celui prévu par le plan de masse.

La motopompe devra être testée toutes les semaines. Elle devra permettre :

- une alimentation sans interruption du RIA pendant la vidange des 20 m<sup>3</sup> de la réserve,
- une pression minimale de fonctionnement qui ne devra pas être inférieure à 2,5 bar.

La mise en œuvre de ce RIA et de cette motopompe impose la présence de 2 personnes sur le site. L'installation et la maintenance du RIA sont conformes aux normes en vigueur. L'ensemble RIA/motopompe/réserve doit être opérationnel quelles que soient les conditions météorologiques.

Des extincteurs sont répartis judicieusement sur le site, conformément aux normes existantes. Le personnel sera aussi formé à la manipulation de ces matériels.

## ARTICLE 3 - Surveillance des sols

**Article 3.1** – Des prélèvements de sols seront réalisés sous 2 mois autour de la zone d'exploitation (notamment sur la parcelle cadastrée n° 132) sous le vent de l'incendie (avec un point témoin au vent) et sur les zones agricoles potentiellement exposées aux retombées de fumées. Le plan de prélèvements sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées sous 1 mois.

Les analyses porteront sur la recherche et la quantification des paramètres suivants :

- dioxines et furanes,
- métaux (chrome, cuivre, arsenic),
- métaux totaux,
- hydrocarbures totaux,
- COHV,
- PCB.

**Article 3.2** – Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats des analyses de ces prélèvements seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

**Article 3.3** – Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
sol	- état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin,
	- fond géochimique naturel local

## ARTICLE 4 - Élimination des déchets

**Article 4.1** – La parcelle cadastrée n°132 lieu dit « les grandes terres » sur la communes de Saint Cyprien sera entièrement nettoyée des résidus des stockages et de l'incendie, avant le 20 décembre 2009.

Les déchets seront éliminés dans des filières agréées. Un bilan des quantités évacuées avec leur destination sera adressé, avec les justificatifs, à l'inspecteur des installations classées avant le 30 décembre 2008.

**Article 4.2** – Des analyses de sols seront réalisées sur cette parcelle selon un plan de prélèvement soumis à l'accord l'inspecteur des installations classées. Les substances à analyser sont celles visées au 4.1

Le bilan et les conclusions des analyses seront transmis à l'inspecteur des installations classées avant le 1er mars 2009. Les résultats seront comparés au fond géochimique.

**Articles 4.3** – Si une pollution est détectée, les terres concernées seront éliminées dans des filières agréées. Des analyses de fond de fouilles seront réalisées et transmises à l'inspecteur des installations classées. Un bilan des quantités évacuées avec les destinations et les justificatifs sera transmis à l'inspecteur des installations classées avant le 30 mai 2009.

## **ARTICLE 5 - Dispositions complémentaires**

**Article 5.1** – Si une pollution est constatée dans les sols, sur avis de l'inspection des installations classées, un recensement des cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

**Article 5.2** – Les résultats des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) qui auront été réalisées seront complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

## **ARTICLE 6**

Après le 1er juillet 2009, si la société VITALE RECYCLAGE n'a pas respecté les dispositions ci-dessus pour ses installations sises "Les Grandes Terres" à SAINT-CYPRIEN, elle devra cesser son activité et répondre aux exigences réglementaires prévues par les articles R 512-74 à R 512-76 du Code de l'Environnement concernant le dossier de cessation d'activité ou satisfaire aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté.

## **ARTICLE 7 - Moyens de lutte contre l'incendie après le 1er juillet 2009**

Les dispositions suivantes devront être mises en œuvre après le 1er juillet 2009.

**Article 7.1** - Pour permettre d'assurer la défense contre l'incendie de l'ensemble du site, il faudra pouvoir disposer d'un débit global de 250 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures minimum.

En outre, les moyens de lutte contre l'incendie devront être adaptés aux risques à défendre, et devront comprendre au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés espacés de 20 mètres au maximum sont disposés de telle manière qu'un incendie puisse être attaqué de 2 cotés simultanément;
- de poteaux d'incendie de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes: diamètre 100 mm, 17 litres/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, bureau départemental de prévision opérationnelle (application de la norme NFS 62.200).

Des réserves d'eau (naturelles ou artificielles –publiques ou privées) devront être disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours et devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/51. Le volume minimum de ces réserves est de 500 m<sup>3</sup>.

**Article 7.2** - Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Les zones de stockages sont étanchées et drainées et peuvent être mises en rétention.

Le volume des stockages des eaux d'extinction obtenues par la mise en place de vannes de sectionnement sur les différents réseaux d'eaux devra être de 1000 m<sup>3</sup> minimum.

Les produits récupérés dans ces rétentions en cas d'accident seront éliminés comme les déchets.

Une procédure de gestion en cas de sinistre et de maintenance des vannes sera établie.

**ARTICLE 8** - Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 9** - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

**ARTICLE 10** - Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 11** - Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et Monsieur l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 08 DEC. 2008

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur  
Société VITALE RECYCLAGE  
Z.I. Les Volons II  
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de

- Archives 2008 - 308

- Chrono

09 DEC. 2008